

Il faut partir de toute une série de travaux que l'on ne peut pas rémunérer et qui ne sont possibles que dans la mesure où la population travaille pour elle-même, et voit le résultat de ses efforts dans des conditions susceptibles de susciter l'enthousiasme populaire (...)

Je précise aussi, dans cette analyse, que tout cela ne suffira pas, que fort probablement pendant encore vingt ou trente ans il y aura en Algérie un surplus de main-d'œuvre ; que ce surplus de main-d'œuvre devra aller travailler quelque part, c'est-à-dire en France aujourd'hui. Nous en aurons sans doute 600, 700, 800.000 dans les années qui viennent et il faudra envisager le problème de l'organisation de la migration de ces travailleurs, de leur logement, de leurs conditions de travail et de vie pour qu'ils échappent à l'abominable exploitation dont, depuis des années ils sont victimes sur le territoire métropolitain.

Mais cela signifie que quelle que soit la situation juridique de l'Algérie, elle devra avoir des liens avec la France, parce qu'elle aura besoin d'avoir de façon permanente une partie de sa population mal productive, sur le terrain métropolitain.

Voilà un certain nombre de données de la situation algérienne. J'en ajouterai une autre qui est à l'origine de tout le drame : c'est que sur ce territoire algérien vivent deux communautés qui sont algériennes toutes les deux, car ceux qui sont en Algérie, venus d'Europe, mais installés depuis une centaine d'années, qui y ont les tombeaux de leurs ancêtres, se sentent eux aussi dans leur patrie. Tout le problème, c'est de réussir, malgré les haines actuelles à faire vivre ensemble deux Communautés dont chacune devra rester sur le territoire.

Mais, la première constatation, c'est qu'on ne peut pas organiser ces deux Communautés de façon séparée comme certains l'avaient proposé. Essayez d'avoir deux régimes en Algérie, deux régimes juridiques, l'un pour la Communauté musulmane, l'autre pour la Communauté européenne, c'est impossible simplement parce que la Communauté européenne, finirait par être écrasée simplement par la force du nombre étant donné que le nombre de la population musulmane ira sans cesse en s'accroissant beaucoup plus vite que celui de la population européenne. Il n'y a pas de victoire militaire, il n'y a pas de force et il n'y a pas de police qui puisse rien faire contre les chiffres de la démographie.

Alors le problème à envisager, c'est, à long terme, un problème d'assimilation dans un sens opposé à celui auquel on avait pensé, non pas l'assimilation de l'Algérie à la métropole, mais dans la patrie algérienne l'assimilation des éléments européens à l'ensemble de la Communauté algérienne, à cet ensemble dont les Européens, en raison de leur technique supérieure et en particulier de leur technique agricole, peuvent être des éléments animateurs, des éléments de cadres, des éléments éducateurs, une fois qu'ils auront compris qu'ils sont là pour servir la masse du peuple et non pas pour s'en servir à leur profit.

Sans doute cela ne sera-t-il pas possible pour tous les Européens qui sont actuellement en Algérie et il est nécessaire ici d'analyser le problème en face.

Dans une Algérie nouvelle dont, par hypothèse, nous prendrions l'initiative — je raisonne encore comme s'il n'y avait pas de mouvement nationaliste, pas de F.L.N. ; les données du problème sont telles que ce je suis en train d'indiquer me paraît de toute façon inévitable — on aurait besoin des paysans français afin d'intensifier la culture et de fournir des cadres aux coopératives musulmanes constituées après la réforme agraire. On aurait besoin des artisans et des ouvriers français pour former là encore les éléments directeurs et animateurs des petites industries en voie de constitution. On aurait besoin de l'ensemble des cadres administratifs moyens et supérieurs et des techniciens. Chose curieuse on aurait aussi besoin des capitalistes

et je crois qu'ils commencent à s'en rendre compte car même des pays indépendants font appel aux investissements des capitaux et même des capitaux privés.

Ceux dont on n'a pas besoin, ceux qui, dans une Algérie modernisée, ne seront plus à leur place, c'est un certain nombre de grands propriétaires fonciers qui, d'ailleurs, ont pris leurs précautions et ont déjà transféré leurs capitaux dans le Sud-Ouest de la France où ils ont acheté beaucoup de terres nouvelles ; c'est un certain nombre de commerçants, de petits employés, de petits fonctionnaires parce que dès maintenant il y a pour prendre la place une élite indigène qui est formée et qui est capable de remplir cette fonction.

Eh bien, là, il faut analyser le problème en face. Il faut comprendre que c'est là le fait qui explique beaucoup de choses et certaines manifestations du 6 février où certains ont découvert avec ahurissement que celui qui jetait des tomates c'était le petit blanc parce que les petits blancs lâbas, certains du moins, sont, en effet, directement menacés par l'évolution économique et sociale nécessaire et il nous coûterait moins cher de leur fournir toutes les indemnités nécessaires pour qu'ils puissent rentrer en France, se recaser et trouver à s'employer, que de continuer, pour défendre des intérêts mal compris de ce petit groupe social, une politique de répression et de violence (...)

Ce qui fait que, encore une fois, s'il n'y avait que la réalité des faits, s'il n'y avait pas de révolte, ceux qui analysent un peu le problème algérien en partant des données économiques, en partant des données démographiques, arrivent à la conclusion qu'en maintenant des liens économiques entre la métropole et l'Algérie il faut donner à l'Algérie le droit de disposer de son sol ; il faut avoir un Etat algérien autonome ou indépendant ; il faut que les intéressés eux-mêmes puissent prendre les initiatives sans lesquelles le développement économique et la naissance d'une Algérie nouvelle se trouvent irréalisables.

**

M AIS il y a un mouvement nationaliste et il y a aujourd'hui une nation algérienne. A mon avis, elle n'a pas toujours existé. Je crois que ceux qui essaient de remonter trop dans le passé se trompent. Je crois que la nation algérienne est vraiment une création de la France, mais elle existe. Nous en sommes plus au temps où Ferhat Abbas se disait citoyen français de religion musulmane ; où il disait : « Je me tourne vers le passé ; j'interroge l'histoire ; je ne trouve pas de patrie algérienne ».

Aujourd'hui, Ferhat Abbas en a trouvé une. Cette nation algérienne qui est en train de se créer et de réaliser une véritable révolution sociale en même temps qu'elle est en train de passer par son 1789, se constitue, hélas, dans le combat contre nous.

Peut-être n'existait-elle pas encore complètement au début de l'insurrection qui n'a été lancée que par une minorité, mais depuis, la politique même de répression et les méthodes employées ont jeté peu à peu dans les bras du F.L.N. tous les éléments intermédiaires, tous les groupes sociaux qui, au début, cherchaient à obtenir quelque chose pacifiquement, par accords avec la France, et l'on a vu les uns après les autres les éléments de l'élite intellectuelle, les éléments de la classe moyenne, les éléments de la bourgeoisie des grandes villes algériennes, contraints par les méthodes qu'a utilisées le gouvernement français, rejoindre le F.L.N., même s'ils n'en approuvent pas les méthodes, même s'ils en déplorent certains aspects, même s'ils sont révoltés par certains de ses actes. Ils ne trouvent plus d'autre issue parce que nous avons à peu près fermé les autres.

- Les frais d'organisation de cette assemblée dépassent 600.000 francs
- La collecte effectuée au cours de la réunion a permis de recueillir près de 400.000 frs.
- Aidez-nous à couvrir cette différence et l'édition de ce document en envoyant votre participation à :

M. Adolphe Espiard, 6, Avenue Paul-Appel PARIS 14^e — C.C.P. PARIS 16-257-70.